

date de dépôt : **22 décembre 2023**

demandeur : **Chambre de Commerce et d'Industrie du Tarn, représentée par monsieur Michel BOSSI**

**pour : Rénovation et extension du campus de formation par alternance d'Albi : Modifications du cheminement piéton, du cloisonnement, de certains aspects techniques et d'autres ajustements mineurs**

adresse terrain : **36 avenue Général Hoche à Albi (81000)**

## **ARRÊTÉ**

**accordant un permis de construire modificatif  
au nom de l'État**

**Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le décret du Président de la République du 07 juin 2023 portant nomination de monsieur Sébastien SIMOES en qualité de secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2023 portant délégation de signature à monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu le permis de construire initial accordé le 02 février 2022 à la Chambre de Commerce et d'Industrie ;

Vu la demande de permis de construire modificative présentée le 22 décembre 2023 en mairie d'Albi par la Chambre de Commerce et d'Industrie, représentée par monsieur Michel Bossi, domiciliée 1 avenue Général Hoche à Albi ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification du cheminement piéton (guidage PMR), du cloisonnement (impact sécurité), de certains aspects techniques et d'autres ajustements mineurs ;
- sur un terrain situé 36 avenue Général Hoche à Albi (81000) ;
- cadastré : EX-199, EX-206, EX-208, EX-315 et EX-328 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A) approuvé le 11 février 2020 ayant fait l'objet de trois modifications, de deux modifications simplifiées et de quatre mises à jour ;

Vu l'avis réputé favorable du maire d'Albi du 22 janvier 2024 ;

Vu l'avis favorable de monsieur l'Architecte des bâtiments de France en date du 29 février 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques incendie dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur du 16 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées du 23 septembre 2021 ;

Vu l'accord tacite du permis de construire dont bénéficie le pétitionnaire depuis le 23 mars 2024 ;

Vu la lettre de procédure contradictoire notifiée le 02 mai 2024 informant le pétitionnaire que l'accord tacite devait être retiré, et qu'il avait l'opportunité de présenter ses observations éventuelles dans un délai de dix jours ;

Vu la réponse sans observation transmise par le pétitionnaire le 02 mai 2024 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 425-3 du code de l'urbanisme, lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation et mentionne le cas échéant les prescriptions imposées par l'autorité administrative compétente relatives à l'exploitation des bâtiments en application de l'article L. 143-2 dudit code ;

Considérant que dans son avis, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques incendie dans les établissements recevant du public a donné son accord assorti de prescriptions, que dès lors ces dernières doivent être respectées ;

Considérant que les modifications apportées au projet initial ne remettent pas en cause les prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées du 23 septembre 2021 ;

Considérant que l'autorisation tacite dont bénéficie le pétitionnaire depuis le 23 mars 2024 ne prend pas en compte les prescriptions imposées par l'autorité administrative compétente concernant les règles de sécurité contre l'incendie, que dès lors, cette autorisation ne tient pas lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant, par ailleurs, que les changements mineurs apportés ne modifient pas la nature du projet et ne remettent pas en cause les caractéristiques fondamentales de l'installation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Tarn,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis de construire accordé tacitement est RETIRÉ.

### **Article 2**

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles 3 et 4.

### **Article 3**

#### **Prescriptions relatives à des dispositions en matière de sécurité**

Le bénéficiaire de la présente autorisation respectera les prescriptions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, jointes au présent arrêté.

#### Article 4

Les prescriptions antérieures contenues dans le permis de construire initial susvisé restent applicables.

#### Article 5

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur départemental des territoires du Tarn, le maire de la commune d'Albi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALBI, le 07 JUIN 2024

Le préfet,



Michel VILBOIS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse au 68 rue Raymond IV – BP 7007 – 31068 Toulouse Cedex 9 dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

##### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

##### **Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

##### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

##### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



**Procès-verbal d'étude de la Sous-Commission  
Départementale de Sécurité ERP / IGH  
en date du 16/05/24**

**ORDRE DU JOUR N° : 12**

Dossier transmis par : Mme, M. l'instructeur ADS, C Communauté d'Agglomération  
C2A - Service Commun ADS Grand Albigeois

Réf. du dossier : E004.01866 (E004.01866-24002) - 004R999

Type : R - Enseignement, colonies de vacances, etc

Commune : **ALBI**

Établissement : **CAMPUS DE FORMATION PAR ALTERNANCE IN&MA**

Adresse : 36 avenue Général Hoche

- PCM 08100421X1152/M01  
Date de dépôt en mairie : 12/04/24  
**Modifications apportées au PC initial 08100421X1152**  
**Demande de dérogation - EL 11**

Maître d'ouvrage : M. Michel BOSSI

Bureau de contrôle agréé : SOCOTEC

Affaire suivie par : Lieutenant-Hors classe Patrice SAUNAL

**Description des travaux**

**Pour mémoire :** Le projet porte sur la réhabilitation et l'agrandissement d'un ancien bâtiment de FRANCE TELECOM / ORANGE pour l'aménagement de l'école supérieure IN&MA (formation par alternance) d'une emprise au sol d'environ 1160 m<sup>2</sup> à R+3-1.

Le présent projet porte sur une modification du permis de construire initial par :

- acrotères de l'extension rehaussées de 0,26 m.
- remplacement des portes DAS donnant sur les escaliers extérieurs par des portes coupes feu 1/2 heure avec fermes portes
- suppression des espaces refuges PMR sur les paliers des escaliers extérieurs :  
**voir prescriptions**
- mise en place de panneaux photovoltaïques (puissance 35,7kWc en toiture, installation en autoconsommation avec revente du surplus : **voir prescriptions**)
- mise en place d'une protection foudre

- modification de teinte de certaines parties bâtementaire
- modifications diverses de cloisonnement
- remplacement des bacs de couverture de l'abri de toiture par du bac acier
- suppression de l'accès piéton

A l'issue des travaux, la distribution sera la suivante :

**R+3 non ERP d'environ 80 m<sup>2</sup> par :**

- groupe technique ventilation
- groupe technique VMC
- groupe technique hydraulique
- groupe technique climatisation

**R+2 par :**

**partie ERP :**

- 1 salle N° 202 de 54,4 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 201 de 40,8 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 200 de 42,1 m<sup>2</sup>
- 1 espace sanitaire N°230 de 7,4 m<sup>2</sup>
- 1 gaine ascenseur

**partie non ERP :**

- 1 local rangement N° 203 de 24,9 m<sup>2</sup>
- 1 local ménage N° 204 de 6,9 m<sup>2</sup>

**R+1 par :**

**partie ERP :**

- 8 bureaux du N° 102 à 109 de 12,6 m<sup>2</sup> à 18,1 m<sup>2</sup>
- 1 salle de réunion N° 101 de 20,9 m<sup>2</sup>
- 1 bureau direction N°100 de 18,7 m<sup>2</sup>
- 1 sanitaire administration N° 130 de 8,2 m<sup>2</sup>
- 1 espace douche N° 112 de 8,1 m<sup>2</sup>
- 1 infirmerie N° 111 de 9,6 m<sup>2</sup>
- 1 salle N°113 de 81,2 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 114 de 44,6 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 115 de 64,9 m<sup>2</sup>
- 2 espaces sanitaires N° 131 et 134 de 19,1 m<sup>2</sup> et de 17,6 m<sup>2</sup>
- 2 espaces sanitaires PMR N° 132 et 133 de 4,2 m<sup>2</sup> chacun
- 1 salle N° 116 de 64,1 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 117 de 44,4 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 118 de 81,1 m<sup>2</sup>
- 1 gaine d'ascenseur

**partie non ERP :**

- 1 local rangement N°110 de 6,8 m<sup>2</sup>

**rez-de-chaussée par :**

**partie ERP :**

- 1 SAS et un accueil N° 002 et 003 de 21 m<sup>2</sup>
- 1 salle de travail N° 041 de 18,9 m<sup>2</sup>
- 1 bureau N° 11 de 11 m<sup>2</sup>
- 1 local vie étudiants N° 017 de 14,5 m<sup>2</sup>
- 1 salle de pause étudiants N° 016 de 82 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 009 de 60,5 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 008 de 63,1 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 007 de 61,7 m<sup>2</sup>
- 1 salle N° 005 de 94,8 m<sup>2</sup>
- 3 bureaux du N°18,19,21 de 13,7 m<sup>2</sup> à 16 m<sup>2</sup>
- 1 accueil N° 20 de 10 m<sup>2</sup>

- 1 salle de pause N° 022 de 23,6 m<sup>2</sup>
- 1 espace sanitaires N° 031 de 20,6 m<sup>2</sup>
- 1 espace sanitaires N°030 de 15,3 m<sup>2</sup>
- 1 patio intérieur N°099 de 40,8 m<sup>2</sup>
- 1 gaine d'ascenseur

partie non ERP :

- 1 local ménage N° 015 de 9,7 m<sup>2</sup>
- 1 SAS N° 042 de 5,1 m<sup>2</sup>
- 1 local archives N° 043 de 47,8 m<sup>2</sup>
- 1 local VDI N° 012 de 9,5 m<sup>2</sup>
- 1 local rangement N° 013 de 1,8 M<sup>2</sup>
- 1 local rangement N° 014 de 1,8 M<sup>2</sup>
- 1 local TGBT N° 010 de 6,1 m<sup>2</sup>
- 1 local rangement N° 006 de 7 m<sup>2</sup>

**R-1 non ERP**

**Effectif**

**Partie type R (enseignement) :**

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **445 personnes** y compris le personnel (28 personnes).

Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du maître d'ouvrage (Art. R2)

**Partie type L (salle associative) :**

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **19 personnes** y compris le personnel (1 personne).

Cet effectif est déterminé en fonction du calcul effectué comme suit :

1 personne par m<sup>2</sup> de surface totale de la salle soit 18,9 m<sup>2</sup> X 1 = 19 personnes (Art. L3 - c)

**Classement**

**Établissement de type R**

**Type annexe : L**

**de 3<sup>ème</sup> catégorie**

**Dispositions réglementaires applicables**

- Code de la construction et de l'habitation (articles R 143-1 à R 143-47, R 184-2 à R 184-3).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).



- Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN.
- Arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (Salles d'audition, salles de conférences, salles de réunions, salles de pari, salles réservées aux associations, salles de quartier, salles de projection, salles de spectacles, cabarets, salles polyvalentes, salles multimédia).
- Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type R (Établissements d'enseignement et colonies de vacances).

**Engagement relatif à la solidité  
du procès-verbal d'étude de la sous-  
commission de sécurité ERP/IGH en date du  
du 23/09/2021**

Conformément à l'article 45 du décret 95-260 du 08 mars 1995 modifié, l'engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles de construction et notamment celles relatives à la solidité a été produit sous la forme d'un document spécifique figurant au dossier.

**Historique des dérogations accordées par la  
sous-commission de sécurité ERP/IGH en  
date du du 23/09/2021**

**Dérogation N°1 : accordé le 23 septembre 2021 - rapport d'étude n° 01 de l'ordre du jour**  
relative au désenfumage de la trémie de l'atrium.

Objet :

Le pétitionnaire demande de pouvoir déroger à l'IT 263 – article 4.2.1 sur le non respect de la dimension minimale de 5x5 mètres au niveau de la trémie de l'atrium.

Difficultés rencontrées : configuration existante du bâtiment et de la parcelle. (GN 10)

Mesures compensatoires proposées :

Système d'alarme de type 1 (catégorie A) en prévoyant la détection incendie dans les locaux à risques importants (archives) et certains locaux à risques moyens (rangements) .

**Commentaire de la SCDS sur la dérogation N° 1** : généraliser la détection incendie à l'ensemble des locaux à risques : ***voir prescriptions.***

**Dérogation N°2 : accordé le 23 septembre 2021 - rapport d'étude n° 01 de l'ordre du jour**  
sur le désenfumage de locaux de superficies inférieures à 300 m<sup>2</sup>

Objet :

Le pétitionnaire demande de pouvoir déroger à l'IT 246 – article 7.1.4 relatif au désenfumage de locaux de superficie inférieure à 300 m<sup>2</sup> dont la surface libre prise en compte pour l'évacuation des fumées doit se situer dans la moitié supérieure du local et être à plus de 1,80 mètres du plancher.

Difficultés rencontrées : configuration existante du bâtiment et de la parcelle. (GN 10)

Mesures compensatoires proposées :

Système d'alarme de type 1 (catégorie A) en prévoyant la détection incendie dans les locaux à risques importants (archives) et certains locaux à risques moyens (rangements).

**Commentaire de la SCDS sur la dérogation N° 2 :** généraliser la détection incendie à l'ensemble des locaux à risques : *voir prescriptions*.

## Demande de dérogation

### **Demande dérogation n° 3 – inscrite au présent ordre du jour**

Objet :

Le pétitionnaire demande de pouvoir déroger à l'article EL 11 -R 143-13 pour la réalisation de l'installation photovoltaïque

**Commentaire de la SCDS sur la dérogation N° 3 :** voir les prescriptions relatives à l'installation de panneaux photovoltaïques

## Étude de la notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise notamment les points suivants :

**Accessibilité :**

- nombre de façades accessibles : 1 voie engins façade Sud-est de 4 mètres de large
- plancher bas du dernier niveau (R+3) non accessible au public à plus de 8 mètres de hauteur de la voie utilisable par les engins de secours

**Implantation :**

- isolement par rapport aux tiers en vis à vis réalisé par une distance supérieure à 8 mètres
- isolement par rapport aux tiers superposés : sans objet
- isolement par rapport aux tiers mitoyens : sans objet

**Dispositions constructives :**

- distribution intérieure : cloisonnement traditionnel
- stabilité au feu de la structure : stable au feu de 1/2 heure
- murs : maçonnerie – béton : stable au feu 1/2 heure
- degré coupe-feu des planchers : béton coupe feu 1/2 heure
- degré coupe-feu des différentes parois : plaque de plâtre et béton : coupe feu 1 heure
- charpente : métallique (partie neuve) et béton (partie existante) : stable au feu 1/2 heure (plafonds plaques de plâtre stable au feu 1/2 heure)
- critères des toitures : bac acier - isolation laine de roche – étanchéité auto-protégée : conforme à l'article CO 07
- façades : bardages extérieurs par panneaux : M2  
isolation thermique extérieure par laine de roche : M0

**Locaux à risques particuliers et mesures constructives afférentes :**

- risques importants : **local archives au rez-de-chaussée** isolé par des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ou EI 120 et des blocs portes coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 s'ouvrant dans le sens de la sortie et munis d'un ferme porte



- risques moyens :

**niveau rez-de-chaussée** : locaux TGBT, 3 locaux rangements, local ménage, gaines techniques isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

**niveau R+1** : local rangement, gaines techniques isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

**niveau R+2** : local rangement, local ménage, gaines techniques isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

**Aménagements intérieurs** :

- revêtements de sols : M4 ou D<sub>FL</sub>-s2
- revêtements muraux : M2 ou C-s3, D0
- revêtements de plafonds : M1 ou B-s3, D0
- mobilier : M3

**Dégagements** :

Niveau	Effectif à évacuer*		Dégagements régle- mentaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 rete- nues par niveau
			Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
R+3	Non accessible au public – plateau technique						
R+2	83		2 escaliers	2	2 escaliers ex- térieurs	4	<del>EAS sur les paliers des escaliers métal- liques extérieurs :</del> supprimés
					1 escalier inté- rieur	2	
R+1	83 du R+2 + 216 du R+1	Total de 299	2 escaliers	4	2 escaliers ex- térieurs	4	<del>EAS sur les paliers des escaliers métal- liques extérieurs :</del> supprimés
					1 escalier inté- rieur	2	
R-1	Non accessible au public						
Rez-de- chaussée	299 du R+1 + 146 du rez-de- chaus- sée	Total de 445	2	6	3	7	Sorties directes sur l'extérieur de plein pied
Local asso- ciatif indé- pendant de l'établis- sement en rez-de- chaussée	19		1	1	1	1	Sortie directe sur l'extérieur de plein pied

\* Effectif du public + celui du personnel s'il ne possède pas ses propres dégagements

**Nota** :

- le sous sol n'a aucune affectation et non accessible au public
- rez-de-chaussée : les effectifs de la salle de pause du personnel (local N° 022), de la salle de pause étudiants (local N°016) et de l'atrium (local N°004) ne sont pas cumulés car ces locaux ne sont pas utilisés en même temps que les salles de cours

- rez-de-chaussée : l'effectif de la salle de travail dédiée à une association (local N° 041) n'est pas cumulé car possède un accès - dégagement indépendant du reste de l'établissement
- R+1 : les effectifs des espaces appelés "tiers lieux" (espace de travail dans le même volume que les circulations) ne sont pas cumulés car ces espaces ne sont pas utilisés en même temps que les bureaux
- R+1 : l'effectif de la salle de réunion (local N° 101) n'est pas cumulé car ce local n'est pas utilisé en même temps que les bureaux
- R+3 : les effectifs ne sont pas comptés : plateau technique N° 300

**Ascenseur :**

- 1 ascenseur électrique
- emplacement de la machinerie : embarquée

**Ventilation :** ventilation mécanique contrôlée

**Désenfumage :**

- désenfumage : sans objet (**voir dérogation N°2**)
- désenfumage des circulations horizontales : sans objet
- désenfumage naturel des escaliers encloisonnés : sans objet
- circulation conduisant vers le local d'attente ascenseur : sans objet

**Installations électriques :**

- conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement
- dispositif de mise hors tension générale de l'établissement : **non précisé, voir prescriptions**
- source de remplacement : non

**Éclairage de sécurité :**

- blocs autonomes d'éclairage de sécurité (ambiance et évacuation)

**Chauffage :**

Désignation	Puissance brute en kW
<b>Chauffage</b>	Total 164
Ventilo convecteurs	97
radiateurs	43
CTA	24
<b>Rafraîchissement</b>	Total 138
Ventilo convecteurs	110
CTA	28

**Installations de cuisson :** sans objet

**Installations de gaz :** non

**Moyens de secours :**

- extincteurs à eau pulvérisée et adaptés aux risques
- installation d'extinction automatique : non
- robinets d'incendie armés : non
- colonne sèche : non
- système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1



- alarme prenant en compte les personnes en situation de handicap dans les locaux où elles peuvent se trouver isolées (flashes lumineux, appareil vibrant etc.) : **non précisé**
- la détection automatique incendie n'est pas généralisée. Les détecteurs automatiques incendie sont implantés dans les locaux à risques importants (archives) et certains locaux à risques moyens (rangements) : **dérogation N°1 voir prescriptions**
- l'équipement de contrôle et de signalisation est situé : **non précisé, voir prescriptions**
- les tableaux répéteurs d'alarme est sont situés : **non précisé, voir prescriptions**
- la veille permanente de l'équipement d'alarme est assurée par : **voir prescriptions**
- le déclenchement de l'alarme générale est temporisé à ? : **non précisé voir prescriptions**
- un cahier des charges du système de sécurité incendie : **non précisé, voir prescriptions**
- service de sécurité incendie : **non précisé voir prescriptions**
- moyens d'alerte : téléphone urbain doté d'une autonomie électrique (ligne conventionnelle ou dispositif secouru par onduleur) : **non précisé, voir prescriptions**
- moyen d'alerte dans l'espace d'attente sécurisé : non
- affichage des plans d'évacuation matérialisant les espaces d'attente sécurisés ou les solutions équivalentes retenues : non
- affichage des consignes de sécurité intégrant la prise en compte des personnes en situation de handicap : **non précisé**
- présence d'un défibrillateur sur le bâtiment contigu propriété de la CCI à une distance de moins de 100 mètres. Il est fixé dans le SAS d'entrée et accessible sur les horaires d'ouverture des établissements : **voir prescriptions**
- défense extérieure contre l'incendie : (arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 - RDDECI)

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
poteau d'incendie	004.309	150	140
poteau d'incendie	004.273	170	-200

## Commentaires

Note d'information relative à l'alerte des services de secours de la DGSCGC du 24 Janvier 2017

La téléphonie fixe sur IP, proposée par les opérateurs à travers un terminal raccordé à une box assurant l'interface avec leur réseau IP, soit par fibre optique soit par xDSL, remplace progressivement la téléphonie transportée par le RTC. Le rapport du 13 Avril 2016 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) précise que la qualité de cette voix sur large bande (VoIP<sup>2</sup> managée) a désormais rattrapé celle de la voix RTC, comme en témoigne l'indicateur de taux de réussite d'un appel, qui affiche 99,9 % sur fibre optique et sur xDSL pour l'ensemble des opérateurs.

Des solutions techniques de type onduleur / batteries permettent d'assurer la continuité de l'alimentation électrique du terminal et de la box pendant la présence du public. Dès lors, les technologies VoIP (fibre optique ou xDSL) sont autorisées au regard de l'article MS 70 sous réserve de la continuité de service téléphonique en cas de coupure électrique.

\*\*\*\*\*

### Dans les établissements d'enseignements

L'évacuation immédiate en cas de sinistre reste la règle lorsqu'elle est possible et la mise en place d'espaces d'attente sécurisés ou de solutions équivalentes doit rester l'exception lorsque l'évacuation immédiate n'a pas pu être mise en œuvre.



Dans le cas présent, l'établissement dispose des moyens humains et organisationnels permettant d'élaborer les procédures d'évacuation et à former le personnel afin de prendre en charge les personnes en situation de handicap éventuellement présentes en étages pour les évacuer immédiatement. Aussi, les propositions visant à l'évacuation différée de ces personnes ne doivent pas être envisagées.

## Observation

Compte-tenu de la spécificité des **installations photovoltaïques** en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers peuvent rencontrer des difficultés opérationnelles pouvant entraîner des retards lors de la phase d'extinction.

## Avis de la commission

En conclusion, la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH émet :

- **un avis favorable : à la demande de dérogation n° 3 relative à l'installation de panneaux photovoltaïques**
- **un avis favorable** à la réalisation des travaux, néanmoins les prescriptions suivantes doivent être appliquées

N°	Prescriptions
1°)	Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence. (GN 13)
2°)	Solliciter le passage de la commission de sécurité compétente à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au Maire de la commune concernée qui avisera le secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité (Service Départemental d'Incendie et de Secours, Groupement Prévention, 15 Rue de Jautzou - 81 012 ALBI Cedex 09) et ce, AU MOINS 1 MOIS avant la date prévue (Art 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation et Art. 43 du décret du 8 mars 1995).
3°)	<p>Faire vérifier par un organisme de contrôle agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la solidité à froid de l'ouvrage</li> <li>• les installations techniques (électriques, électromécaniques, thermiques)</li> <li>• les dispositions constructives</li> <li>• les moyens de secours</li> </ul> <p><b>Ces vérifications sont réalisées dès la phase de construction ou aménagement de l'établissement.</b></p> <p>Transmettre à la commission de sécurité <b><u>au moins 48 heures avant la visite de réception</u></b> les documents afférents sous la forme d'un rapport de vérifications réglementaires après travaux (<b>RVRAT</b>). A défaut, la commission de sécurité ne sera pas habilitée à émettre un avis favorable.</p> <p><b>Le RVRAT devra <u>explicitement</u> faire référence à ce permis de construire (PCM 08100421X1152/M01) et de la DAT initiale N° 00421X1024 ainsi qu'au présent procès verbal (GE 7, GE 8).</b></p>

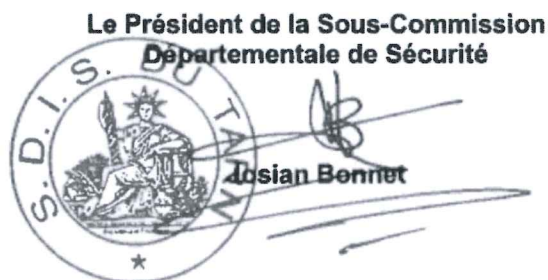
N°	Prescriptions
4°)	<p>Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes en situation de handicap.</p> <p>Créer des cheminements praticables aux personnes en situation de handicap, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés.</p> <p>Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (toilettes, sanitaires, chambres, lieux de travail, salle de repos, salle d'attente, bibliothèques, parcs de stationnement couverts, cabines d'essayage).</p> <p>Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente.</p> <p>Élaborer, sous l'autorité de l'exploitant, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. (art. GN 8)</p>
5°)	<p>Signaler par un affichage visible du public de la présence d'un défibrillateur automatisé externe (DAE) sur le bâtiment contigu, propriété de la CCI à une distance de moins de 100 mètres. Préciser qu'il est fixé dans le SAS d'entrée et accessible sur les horaires d'ouverture des établissements (L 123-5 et L 123-6 du CCH). Cet appareil doit être entretenu conformément à l'article L.5212-1 du code de la santé publique)</p>
6°)	<p>Installer un dispositif permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement. Ce dispositif ne doit pas couper l'alimentation des installations de sécurité. Il doit être installé hors de portée du public et demeurer aisément accessible aux sapeurs-pompiers. (EL 11)</p>
7°)	<p>Présenter à le Sous-Commission Départementale de Sécurité, pour avis, le cahier des charges fonctionnelles du Système de Sécurité Incendie (GE 2 et MS 55)</p>
8°)	<p>Soumettre au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité (Service Départemental d'Incendie et de Secours, Service Prévention, 15 Rue de Jautzou - 81012 ALBI Cedex 09) le projet de conception des zones pour l'exploitation du système de sécurité incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- zones de diffusion d'alarme,</li> <li>- zones de mise en sécurité,</li> <li>- zones de compartimentage des circulations</li> <li>- déverrouillage des issues si fonction asservi</li> <li>- zones de détection, comme définies dans les articles MS 54 et MS 55.</li> </ul>
9°)	<p>Prévoir l'asservissement de la fonction compartimentage des circulations et du traitement d'air (MS 60)</p>
10°)	<p>Souscrire un contrat d'entretien pour le système de sécurité incendie de catégorie A auprès d'un installateur qualifié. (MS 68)</p>
11°)	<p>Assurer en permanence la surveillance de la centrale d'alarme par un membre du personnel pendant la présence du public. (MS 66)</p>
12°)	<p>Installer un dispositif permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique générée par les champs photovoltaïques installées en (toiture) (façade) (EL 11)</p> <p><b><i>Nota: Cette disposition n'étant techniquement pas réalisable, le pétitionnaire devra déposer un dossier de demande de dérogation auprès de la sous commission départementale de sécurité et d'accessibilité pour avis.</i></b></p>



N°	Prescriptions
13°)	<p><b>Installations photovoltaïques :</b></p> <p>Concevoir l'ensemble de l'installation selon les préconisations du guide UTE C 15-712-1 et du guide pratique réalisé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) avec le syndicat des Énergies Renouvelables (SER) baptisé « spécifications relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » (1er décembre 2008) ;</p> <p><i>(Préconisations de la commission centrale de sécurité en date du 07 février 2013)</i></p>
14°)	<p>Apposer, à proximité de la coupure générale électrique du hall d'entrée un écriteau portant mention « ATTENTION ! Même après coupure générale électrique, présence de courant continu entre panneaux photovoltaïques et onduleurs » (R 143-13 du Code de la construction et de l'habitation et EL 11)</p>

N°	Prescriptions <i>générique applicable à l'ensemble des bâtiments de type R</i>
15°)	<p>Élaborer, sous l'autorité de l'exploitant, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, la nature de l'exploitation et l'aide humaine disponible en permanence pour <u>participer à l'évacuation immédiate</u> des personnes en situation de handicap.(GN 8).</p>

Le Président de la Sous-Commission  
Départementale de Sécurité



Josian Bonnet



